

<http://jesuschristenfrance.fr/chretiens-confrontes-a-des-lois/article/le-bien-commun-exige-que-les-pouvoirs-publics>

Le Bien commun exige que les pouvoirs publics prennent enfin des mesures s'attaquant aux causes

- Chrétiens confrontés à des lois illégitimes, des actes de profanation, des décisions injustes et même des agressions criminelles -
Date de mise en ligne : jeudi 29 mars 2018

Copyright © Jésus-Christ en France - Tous droits réservés

Le Bien commun exige que les pouvoirs publics prennent enfin des mesures sérieuses s'attaquant aux causes ayant conduit au terrorisme islamiste

Saluons le remarquable discours d'Emmanuel Macron hier 28 mars aux Invalides en mémoire du colonel Arnaud Beltramme, gendarme et chrétien, qui s'est sacrifié pour sauver une vie humaine, qui est mort de ce fait victime de la barbarie islamiste. Voilà un discours , ci-dessous reproduit, emprunt de vérité et qui s'adresse à tous les français aimant leur Pays.

Pour autant, après tant d'attentats islamistes en France, après tant de victimes innocentes, de morts et de blessés pour la vie, il n'est plus possible de se contenter de bons mots, de condoléances attristées et de compassion. Il est manifeste que les politiques menées depuis des années ne suffisent pas à assurer la protection des français, et ce en dépit de la grande valeur et du remarquable dévouement des forces de police, de gendarmerie, appuyées par le recours à l'armée, au titre de l'opération « sentinelle ». Une politique centrée sur le renseignement comme c'est le encore cas actuellement ne suffit pas pour empêcher la survenance d'actes de terrorisme, comme le montrent les attentats perpétrés depuis quelques années.

Le Bien commun exige à présent une remise à plat de l'ensemble de cette politique, largement insuffisante pour assurer la sécurité et la paix civile. La multiplication sur l'ensemble du territoire métropolitain des zones dites de « non droit », lieux où s'épanouit l'extrémisme radical islamiste en est une autre preuve.

Il est plus que temps de traiter les causes mêmes de cette situation lourdement et gravement dégradée :

- ▶ en expulsant vers leur Pays les personnes de nationalité étrangères islamistes radicalisés avérés,
- ▶ en durcissant les conditions d'acquisition de la nationalité française, depuis des années accordées sans mesure et sans condition suffisantes à des personnes qui n'en font pas même la demande et à qui au surplus des hommes politiques coupables donnent une image négative et fausse de l'histoire de France ; comment ces jeunes peu cultivés et mal scolarisés pourraient-ils aimer un Pays qu'ils entendent ainsi dénigrer ? Il importe de en supprimer l'acquisition de la nationalité par le droit du sol : actuellement ce droit conduit à une impasse à Mayotte, mais aussi sur le territoire métropolitain
- ▶ en rétablissant des contrôles aux frontières nationales, de manière à éviter qu'il ne faille, comme c'est le maintenant cas, imposer des contrôles partout à l'intérieur du territoire ; actuellement, les barrières se multiplient à l'intérieur du territoire faute de les avoir simplement maintenues à nos frontières ;
- ▶ - en limitant strictement la politique d'immigration qui est devenue folle, eu égard compte notamment à

l'incapacité en laquelle la France se trouve de pouvoir assurer un emploi et un logement décent à ces centaines de milliers d'immigrés qui pénètrent chaque année chez nous. Comment la France, avec ses 6 millions de chômeurs, ses 9 millions de pauvres, sa dette publique abyssale, sa classe moyenne en voie de paupérisation, ses entreprises qui ferment les unes après les autres, pourrait-elle supporter de telles charges supplémentaires, en accueillant au surplus des populations dont on a vu et constaté qu'elles ne s'assimilent pas et ne le veulent pas, pour un grand nombre en tout cas ? Les émeutes de 2005 dans les banlieues auraient dû conduire à modifier alors une telle politique. Ce n'a pas été le cas et la politique dite de la ville, qui a englouti des sommes considérables, n'a pas empêché les dérives que l'on observe aujourd'hui.

A présent, la situation impose un changement majeur de politique, ainsi qu'ont sut déjà le faire nombre de Pays démocratiques dans le monde, dont la Hongrie et l'Australie. A défaut, ce que l'on déplore aujourd'hui se reproduira, et pire encore. A nos dirigeants de se montrer véritablement responsables. Le Bien commun, la paix civile, la sécurité de chacun en dépendent.

Vous trouverez ci-après quelques prises de position sur ce sujet, ainsi que l'intégralité du discours présidentiel.

Guy Barrey

Un sondage vient de tomber comme un couperet.

par Georges Michel, Colonel à la retraite

« Au lendemain de la cérémonie d'hommage national au colonel Beltrame, et le jour même où sont portés en terre les corps des malheureuses victimes de Trèbes, un sondage vient de tomber comme un couperet pour le gouvernement : pour 58 % des Français, le gouvernement ne met pas tout en oeuvre pour lutter efficacement contre le terrorisme. Certes, certains commentateurs soulignent le fait qu'au lendemain du Bataclan, ce pourcentage était de 65 %. Donc, c'est mieux ! On ira le dire aux familles des victimes.

Certes, le risque zéro n'existe pas et les Français le comprennent sans doute. Mais en la matière, le gouvernement n'a pas seulement une obligation de moyens mais de résultats. À l'évidence, la dernière loi d'octobre 2017 pour renforcer la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme est insuffisante. « Petite loi de police administrative », c'est ainsi que Marine Le Pen l'a qualifiée. Visiblement, les Français le comprennent bien. Le sondage révèle ainsi que 84 % de nos compatriotes estiment qu'il serait efficace d'isoler les détenus radicalisés des autres en prison. 80 % pensent qu'il serait efficace d'expulser les fichés S étrangers. Christophe Castaner avait le culot, lundi dernier, de déclarer que « 60 % des auteurs d'attentats ces dernières années ne sont pas fichés S et ne sont pas ressortissants étrangers ». 40 % seraient donc fichés S et ressortissants étrangers, selon la logique de M. Castaner, pas 5 % : excusez du peu ! Cela mérite peut-être qu'on y réfléchisse.

Mais non, toute honte bue, M. Castaner ose dire : « On peut vouloir se faire peur, on peut tenter d'en faire de la petite récupération politique... Je pense que le débat politique mérite mieux que ça. » Mais les Français se fichent du débat politique. Les Français ne veulent pas se faire peur. Car ils ont peur : ils savent que, désormais, personne, aucun lieu n'est à l'abri en France. Et les Français comprennent bien - eux qui deviennent des spécialistes de l'insécurité du quotidien - que l'expulsion des fichés S étrangers permettrait, d'une part, au renseignement intérieur de se concentrer sur les fichés S malheureusement détenteurs de la nationalité française, d'autre part, de réduire la part de risque d'actes terroristes. J'ajoute qu'une telle mesure aurait une portée psychologique forte.

La France est en guerre, nous serine-t-on depuis 2015. D'ailleurs, ce ne sont plus seulement les forces de sécurité intérieure qui font l'objet de menaces, d'attaques, mais nos forces militaires. N'oublions pas que l'assassin islamiste de Trèbes a d'abord voulu s'en prendre à des militaires du 3^e régiment parachutiste d'infanterie de marine. Ce jeudi, des militaires de la 27^e brigade de Montagne de Varcès, dans l'Isère, ont été agressés par un homme au volant de son véhicule. Nous sommes en guerre sur notre sol national et l'on continuerait sans bouger les lignes de façon significative ?

Au moment où je mets le point final à ce papier, mon téléviseur en veille, j'entends le cri de douleur d'une des veuves de Trèbes devant le cercueil de son mari, en présence du Premier ministre. Les petites statistiques déroulées par M. Castaner lors d'une matinale me semblent alors d'une profonde indécence. Si ce gouvernement ne veut pas écouter les sondages, entendra-t-il les cris de douleur et ceux de la saine colère qui monte ? »

[b voltaire les français estiment que le gouvernement ne met pas en oeuvre les mesures nécessaires contre le terrorisme](#)

Trèbes : la France cherche des réponses à des problèmes qu'elle s'est elle-même créés

« Extrait de l'éditorial d'Hilaire de Crémiers, paru dans le numéro d'avril de Politique Magazine :

"[...] Le président Macron a voulu rendre un hommage national à celui qui est devenu à titre posthume le colonel Beltrame. La France émue et admirative ne peut qu'approuver. Elle l'a montré par sa présence. Il y a là une union nationale qui se réalise autour d'une personnalité exceptionnelle, un vrai fils de la France, qui a témoigné par son sacrifice de la noblesse de son âme et de la grandeur de sa vocation. Son nom est déjà donné à des rues de France et c'est tant mieux.

Reste qu'il s'agit encore d'un attentat islamiste. Les télévisions, les radios, les réseaux sociaux ont été saturés de déclarations et de commentaires. L'essentiel est perdu de vue. À écouter Gérard Collomb, rien n'était prévisible et c'est la faute à personne. Le président Macron chante l'union nationale mais estime que sa loi contre le terrorisme suffit à préserver la République pourvu qu'elle soit rigoureusement appliquée. Laurent Wauquier réclame la restauration de l'état d'urgence. Marine Le Pen pense qu'il est grand temps que le fichier S serve à quelque chose de plus précis que de simples surveillances qui se révèlent n'être, de plus, qu'occasionnelles - et elle n'a pas tort !

Cependant, les autorités compétentes nous assurent que les services français font bien leur métier ; ce qui est certainement vrai. Pour un attentat qui s'est malheureusement concrétisé, ce sont cinquante projets d'attentats qui - nous confirment les experts - ont été déjoués dans les derniers mois ! On reste pantois. Tant que ça ! Et qu'en est-il alors de tant de potentiels criminels ? Les experts nous certifient encore que les différentes directions des services vont mieux se coordonner. La justice se réveillerait : le 8 mars dernier, la commission d'expulsion - dite la comex -, composée de magistrats de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif, a consenti au renvoi en Algérie d'un imam salafiste de Marseille, El Hadj Douidi, dont la mosquée As-Sounna a été fermée, il y a trois mois, pour prédication islamiste et terroriste et activisme salafiste. Le quartier tout entier a été infecté par une radicalisation intolérable. La procédure entamée par la préfecture de police de Marseille aurait enfin une chance d'aboutir. Ce n'est pas fait. Le ministère de l'Intérieur doit prendre la décision de l'arrêté d'expulsion. Combien d'arrêtés pris, depuis trois ans que les attentats se multiplient ? À peine une quarantaine...

Le sens d'une vraie politique

Qui ne voit qu'une telle politique se contente seulement de répliquer - et comme elle peut - aux attaques d'un adversaire acharné et prêt à évoluer selon les circonstances et l'actualité qui l'inspirent. Cet adversaire - non déclaré comme tel - dispose sur notre sol de territoires, de quartiers, de cités. Certes, la France a à sa disposition des hommes remarquables et des services de haut niveau comme le montrent - et que trop, malheureusement ! - tous les événements récents. Mais, en raison des politiques suivies, il est clair que la France ne cherche en fait que des

réponses à des problèmes qu'elle s'est elle-même créés. Elle ne fait jamais que répondre aux agressions de toutes sortes qu'elle subit ; et elle est contente et fière d'elle-même quand elle oppose une réponse efficace ou héroïque, comme ce fut le cas à Trèbes.

Cependant, il est facile de comprendre qu'une telle politique ne suffit pas. Que ce soit pour le terrorisme, que ce soit pour la criminalité, pour l'immigration ou toutes les questions politiques, sociales, économiques, pendantes. L'État français demeure toujours dans la réponse ou la réplique, même quand il donne et se donne l'impression d'anticiper.

Aujourd'hui, plus aucun État ne peut se permettre une telle conception, surtout dans les graves matières de sécurité. La France se devrait d'avoir une énergique politique de redressement, toute d'initiative, qui recompose le tissu national déchiré et redonne aux Français le goût de vivre - et pas seulement de se défendre ! C'est ce qu'ils attendent. Des faits et non des discours. Une indépendance nationale recouvrée qui les sorte de leurs sottises querelles intestines. Macron est-il capable de porter un tel projet ? »

Source :

[le salon beige](#)

Trancher le noeud gordien à l'égard de l'immigration

« L'antiracisme est devenu l'alpha et l'oméga de l'idéologie politiquement correcte qui dicte sa loi au législateur, qui guide la plume de tous ceux qui écrivent.

par Christian Vanneste
Homme politique

Ancien député UMP, Président du Rassemblement pour la France, Président de La Droite Libre

« Les hommes passent leur temps à créer des mécanismes dont ils demeurent ensuite les prisonniers plus ou moins volontaires. » Cette phrase de Raymond Aron jette une lumière implacable sur l'Histoire. [...]

Or, le terrorisme islamiste qui prolifère en Europe et en France, particulièrement, donne aujourd'hui tout son sens à la formule de Raymond Aron. À nouveau, la démographie a été oubliée. Pour des raisons d'idéologie et d'économie, la politique familiale a été abandonnée, et le soin du renouvellement des générations a été laissé à une immigration extérieure à l'Europe, sans prendre garde au fait que, la Méditerranée franchie, la différence n'était plus seulement nationale mais civilisationnelle. Le renouvellement pouvait donc prendre la forme du remplacement. [...]

L'immigration qui provient des anciennes colonies a permis au très réaliste Vladimir Poutine de pronostiquer que les pays comme le nôtre allaient devenir les colonies de leurs anciennes colonies.

De la même façon que la France a perdu la bataille de 1940 parce qu'elle demeurait prisonnière des idées qui paraissaient lui avoir donné la victoire en 1918, celle de 2018 reste enfermée dans les principes qui ont triomphé en 1945 contre la barbarie nazie. Celle-ci était avant tout raciste. L'antiracisme est donc devenu l'alpha et l'oméga de l'idéologie politiquement correcte qui dicte sa loi au législateur, qui guide la plume de tous ceux qui écrivent. [...] Un lacs de déclarations, de lois et de règlements comme autant de bandelettes autour d'une momie semble condamner notre État-Gulliver à l'impuissance. Aujourd'hui même, deux manifestations, très différentes par leur ampleur et leur signification, vont hélas souligner ce piège, cet engrenage dans lequel nous sommes entraînés.

Il y aura une marche blanche à la mémoire de Mme Mireille Knoll, cette dame de 85 ans qui avait échappé à la rafle

Le Bien commun exige que les pouvoirs publics prennent enfin des mesures s'attaquant aux causes

du Vél' d'Hiv', lardée de coups de couteau, semble-t-il au cri d'« Allahou akbar », et dont on a retrouvé le corps calciné. Cet assassinat qui intervient un an après celui de Sarah Halimi, après Ilan Halimi, après les victimes de Merah, aboutit à ce terrible constat : les Juifs sont à nouveau menacés dans notre pays, et ils le sont parce qu'une trop grande tolérance à certains groupes et à certaines idées, née d'une réaction au totalitarisme, il y a trois quarts de siècle, paralyse nos législateurs. Le fait que la présence du Front national ne soit pas souhaitée à cette manifestation organisée par le CRIF est une preuve de ce décalage horaire par rapport à la réalité.

Le Premier ministre en a donné une autre en prétendant qu'en France, on ne pouvait pas interdire les idées mais seulement les comportements qu'elles entraînent. C'est évidemment faux : les lois mémorielles comme l'extension progressive des limites à la liberté de la presse amènent sans cesse devant les tribunaux des hommes comme Éric Zemmour, comme Renaud Camus, comme Robert Ménard, comme Georges Bensoussan, comme moi-même et quelques autres, qui ont exprimé des idées et n'ont commis aucun acte répréhensible. Mais curieusement, s'il est possible de poursuivre la prétendue « islamophobie », il est interdit de s'attaquer par la pensée à l'islamisme, qui n'est pas une race mais une forme de religion dont les aspects dangereux n'ont, hélas, plus à être soulignés.

Ce jour sera aussi celui de l'hommage national au lieutenant-colonel Arnaud Beltrame. L'admiration unanime que son sacrifice a suscitée doit-elle fonder une « union sacrée » ? Doit-on participer à la récupération et à la manipulation du pouvoir ? L'assassinat lâche et ignoble d'un officier de gendarmerie qui a offert sa vie à un voyou doublé d'un crétin recèle une disproportion qui est une accusation. On ne le dit pas assez ! Ce sont nos dirigeants, ceux d'aujourd'hui, mais aussi d'eux d'hier et d'avant-hier, tous présents aux Invalides, qui sont les responsables de la mort d'Arnaud Beltrame. Non pas parce que la police ne fait pas son travail, mais parce que les politiciens, par facilité, ne lui donnent pas les moyens juridiques de le faire. Il s'agit maintenant [...] de s'attaquer à l'essentiel. Cela pourrait avoir un nom : « opération noeud gordien », parce qu'il s'agirait de trancher une bonne fois les liens juridiques qui nous entravent, et qui ne devraient dépendre, en dehors de quelques droits fondamentaux, que d'un seul législateur : le peuple. Le premier touche à la nationalité. C'est, évidemment, au peuple français de décider qui peut devenir français ou le demeurer. L'acquisition de la nationalité par le droit du sol doit être supprimée. La déchéance de nationalité pour tous ceux qui l'ont acquise et sont titulaires d'une autre nationalité devrait être facilitée, dès lors qu'ils présentent un danger pour notre pays. Les expulsions des indésirables devraient être systématiques. Il n'y en a eu que 58 depuis 2015. Par rapport aux victimes des attentats, le compte n'y est pas. [...] L'immigration musulmane n'est pas totalement source de danger, mais elle est à l'évidence le terreau sur lequel se développe le terrorisme islamiste. C'est être aveugle que de ne pas en prendre conscience. »

Site source à consulter :

[b voltaire](#)

Discours de M. Macron, président de la République

« Le président de la République Emmanuel Macron a prononcé ce discours le 28 mars, dans la cour des Invalides, en hommage au lieutenant-colonel Arnaud Beltrame tué dans l'attaque de Trèbes.

Messieurs les Présidents,
Monsieur le Premier ministre,
Madame et Messieurs les Premiers ministres,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Mesdames et Messieurs les Officiers généraux,
Mesdames et Messieurs les Officiers, Sous-officiers, Gendarmes adjoints volontaires d'active ou de réserve,
personnels civils de la Gendarmerie nationale,
Chère Madame BELTRAME,

Chère Madame NICOLIC-BELTRAME,

Chères familles,

Mesdames et Messieurs,

Il était environ onze heures ce vendredi 23 mars 2018, lorsque le lieutenant-colonel Arnaud BELTRAME s'est présenté avec ses hommes devant la grande surface de Trèbes dans l'Aude.

Un quart d'heure seulement leur avait suffi pour être sur les lieux.

Que savait-il à ce moment-là du terroriste qui s'y était retranché ?

Il savait qu'il avait un peu plus tôt tué le passager d'un véhicule, Jean-Michel MAZIERES, et grièvement blessé son conducteur Renato GOMES DA SILVA.

Qu'il avait fait feu sur des CRS aux abords de leur caserne et blessé l'un d'entre eux à l'épaule, le brigadier Frédéric POIROT (phon).

Que dans ce commerce où il s'était retranché il avait abattu deux hommes à bout portant : Hervé SOSNA, un client, et Christian MEDVES, le chef boucher.

Nous pensons en cet instant à ces blessés, à ces morts, nos morts, et à leurs familles dans le recueillement.

Il savait aussi que le terroriste détenait une employée en otage. Qu'il se réclamait de cette hydre islamiste qui avait tant meurtri notre pays. Qu'avidé de néant ce meurtrier cherchait la mort. Cherchait sa mort. Cette mort que d'autres avant lui avaient trouvée. Une mort qu'ils croyaient glorieuse, mais qui était abjecte : une mort qui serait pour longtemps la honte de sa famille, la honte des siens et de nombre de ses coreligionnaires ; une mort lâche, obtenue par l'assassinat d'innocents.

L'employée prise en otage était de ces innocents.

Pour le terroriste qui la tenait sous la menace de son arme, sa vie ne comptait pas, pas plus que celle des autres victimes.

Son sort sans doute allait être le même.

Mais cette vie comptait pour Arnaud BELTRAME. Elle comptait même plus que tout car elle était comme toute vie la source de sa vocation de servir.

Accepter de mourir pour que vivent des innocents, tel est le coeur de l'engagement du soldat. Être prêt à donner sa vie parce que rien n'est plus important que la vie d'un concitoyen, tel est le ressort intime de cette transcendance qui le portait.

Là était cette grandeur qui a sidéré la France.

Le lieutenant-colonel BELTRAME avait démontré par son parcours exceptionnel que cette grandeur coulait dans ses veines. Elle irradiait de sa personne. Elle lui valait l'estime de ses chefs, l'amitié de ses collègues et l'admiration de ses hommes.

À cet instant toutefois d'autres, même parmi les braves, auraient peut-être transigé ou hésité. Mais le lieutenant-colonel BELTRAME s'est trouvé face à la part la plus profonde et peut-être la plus mystérieuse de son engagement.

Il a pris une décision qui n'était pas seulement celle du sacrifice, mais celle d'abord de la fidélité à soi-même, de la fidélité à ses valeurs, de la fidélité à tout ce qu'il avait toujours été et voulu être, à tout ce qui le tenait.

Ce choix lui ressemblait tellement que sa mère apprenant qu'un gendarme accomplissait ce geste a instinctivement, presque charnellement reconnu son fils. Elle a su que c'était lui avant même de savoir.

Lucide, déterminé, le lieutenant-colonel BELTRAME a pris auprès du terroriste la place de l'otage.

Il était un peu moins de midi.

Un soldat aussi aguerri, gendarme d'élite, cité au combat en Irak, sentait sûrement qu'il avait rendez-vous avec la mort ; mais il avait rendez-vous avant tout et plus encore avec sa vérité d'homme, de soldat, de chef.

Le Bien commun exige que les pouvoirs publics prennent enfin des mesures s'attaquant aux causes

Ce fut la source de son immense courage : pour ne pas manquer aux autres, il faut ne pas se manquer à soi-même. Le lieutenant-colonel BELTRAME a fait ce choix parce qu'il se serait éternellement reproché de ne pas l'avoir fait.

Je sais ce que peuvent ressentir ceux qui étaient à ses côtés ce jour-là. Ils revoient s'écouler lentement les minutes qui ont conduit à cette décision, ils revoient le lieutenant-colonel BELTRAME déposer son arme, lever les bras et s'avancer, seul, vers le terroriste. Ils savent désormais que tout s'est joué là. Ils savent aussi qu'il n'aurait laissé sa place à personne car l'exemple vient du chef, et l'exemplarité était pour lui comme pour chacun d'entre vous une vertu cardinale.

Au coeur de tout vrai courage se trouve une grande force morale. Elle ne se discute pas, elle pousse à agir. Avant même ce 23 mars, le lieutenant-colonel BELTRAME était de ces fils que la France s'honore de compter dans ses rangs. L'hommage que la patrie lui rend en ce jour, nous le rendons aussi aux actions remarquables qui avaient jalonné sa carrière, comme elles jalonnent la vie de tant de ses camarades au sein de nos armées.

Dès sa sortie de l'école Saint-Cyr, il avait choisi la gendarmerie. Il en avait fait sa seconde famille, parce qu'elle était proche de la vie de ses concitoyens, et qu'elle exigeait de lui, chaque jour, l'excellence.

Une gendarmerie qui paie chaque année son tribut à la sécurité et à la protection des Français. Une gendarmerie qui, cette fois encore, s'est illustrée par sa maîtrise et sa force.

Et je rends ici hommage aux forces de gendarmerie de l'Aude, à leur chef, le colonel Sébastien GAY, au chef du GIGN de l'antenne de Toulouse et à ses hommes, dont deux ont été blessés en menant l'assaut. Tous sont durement éprouvés par la perte de leur camarade.

Je sais, et les Français savent qu'ils ont tout fait pour que le pire n'advienne pas, comme leurs camarades de la police et du renseignement et de tous les services de la préfecture.

Les Français n'oublient pas non plus le tribut payé par toutes nos forces de sécurité sur le sol national, et par nos armées sur les théâtres extérieurs. Tous ont droit à notre respect inconditionnel.

Et tous - je le sais - partagent la certitude profonde qui animait le lieutenant-colonel BELTRAME : celle que son destin ne lui appartenait pas tout à fait, qu'il avait partie liée avec quelque chose de plus élevé que lui-même. Car il était un engagé, et il avait juré de faire corps avec un idéal plus grand et plus haut.

Et cet idéal, c'était le service de la France.

Dès que nous eûmes appris son geste, à l'issue incertaine, nous tous, Français, avons tremblé d'un frisson singulier.

L'un d'entre nous venait de se dresser.

Droit, lucide, et brave, il faisait face à l'agression islamiste, face à la haine, face à la folie meurtrière, et avec lui surgissait du coeur du pays l'esprit français de résistance, par la bravoure d'un seul entraînant la Nation à sa suite.

Cette détermination inflexible face au nihilisme barbare convoqua aussitôt dans nos mémoires les hautes figures de Jean Moulin, de Pierre Brossolette, des martyrs du Vercors et des combattants du maquis. Soudain se levèrent obscurément dans l'esprit de tous les Français, les ombres chevaleresques des cavaliers de Reims et de Patay, des héros anonymes de Verdun et des Justes, des compagnons de Jeanne et de ceux de Kieffer - enfin, de toutes ces femmes et de tous ces hommes qui, un jour, avaient décidé que la France, la liberté française, la fraternité française ne survivraient qu'au prix de leur vie, et que cela en valait la peine.

Car l'intolérable, jamais ne peut l'emporter.

Le camp de la liberté, celui de la France, est confronté aujourd'hui à un obscurantisme barbare, qui n'a pour programme que l'élimination de nos libertés et de nos solidarités. Les atours religieux dont il se pare ne sont que le

Le Bien commun exige que les pouvoirs publics prennent enfin des mesures s'attaquant aux causes

dévolement de toute spiritualité, et la négation même de l'esprit. Car il nie la valeur que nous donnons à la vie. Valeur niée par le terroriste de Trèbes. Valeur niée par le meurtrier de Mireille KNOLL, qui a assassiné une femme innocente et vulnérable parce qu'elle était juive, et qui ainsi a profané nos valeurs sacrées et notre mémoire.

Non, ce ne sont pas seulement les organisations terroristes, les armées de Daech, les imams de haine et de mort que nous combattons. Ce que nous combattons, c'est aussi cet islamisme souterrain, qui progresse par les réseaux sociaux, qui accomplit son oeuvre de manière invisible, qui agit clandestinement, sur des esprits faibles ou instables, trahissant ceux-là mêmes dont il se réclame, qui, sur notre sol, endoctrine par proximité et corrompt au quotidien. C'est un ennemi insidieux, qui exige de chaque citoyen, de chacun d'entre nous, un regain de vigilance et de civisme.

Il s'agit là, et depuis plusieurs années, d'une nouvelle épreuve.

Mais notre peuple en a surmonté beaucoup d'autres. C'est pourquoi il surmontera celle-ci aussi, sans faiblesse, et sans emportement, avec lucidité et avec méthode. Nous l'emporterons grâce au calme et à la résilience des Français ; peuple rompu aux morsures de l'Histoire, patient dans le combat, confiant dans le triomphe ultime du droit et de la justice, comme si souvent l'a montré notre longue et belle histoire.

Nous l'emporterons par la cohésion d'une Nation rassemblée.

Pendant ces heures interminables, s'achevant par la mort du terroriste et le transfert du lieutenant-colonel vers l'hôpital de Carcassonne, dans la salle de commandement du ministère de l'Intérieur, nous avons tous espéré.

Chef des armées, j'ai moi aussi, ô combien, espéré. Le petit matin, hélas, nous a porté la nouvelle de sa mort comme un coup au coeur.

Pourtant, malgré la tristesse, malgré le sentiment d'injustice, la lueur qu'il a allumée en nous ne s'est pas éteinte, elle s'est au contraire propagée.

Alors que le nom de son assassin déjà sombrait dans l'oubli, le nom d'Arnaud BELTRAME devenait celui de l'héroïsme français, porteur de cet esprit de résistance qui est l'affirmation suprême de ce que nous sommes, de ce pour quoi la France toujours s'est battue, de Jeanne d'Arc au général de Gaulle : son indépendance, sa liberté, son esprit de tolérance et de paix contre toutes les hégémonies, tous les fanatismes, tous les totalitarismes.

Puisse son engagement nourrir la vocation de toute notre jeunesse, éveiller ce désir de servir à son tour cette France pour laquelle un de ses meilleurs enfants, après tant d'autres, vient de donner héroïquement sa vie, clamant à la face des assoupis, des sceptiques, des pessimistes :

Oui, la France mérite qu'on lui donne le meilleur de soi.

Oui, l'engagement de servir et de protéger peut aller jusqu'au sacrifice suprême.

Oui, cela a du sens, et donne sens à notre vie.

Et je dis à cette jeunesse de France, qui cherche sa voie et sa place, qui redoute l'avenir, et se désespère de trouver en notre temps de quoi rassasier la faim d'absolu, qui est celle de toute jeunesse : l'absolu est là, devant nous.

Mais il n'est pas dans les errances fanatiques, où veulent vous entraîner des adeptes du néant, il n'est pas dans le relativisme morne que certains autres proposent. Il est dans le service, dans le don de soi, dans le secours porté aux autres, dans l'engagement pour autrui, qui rend utile, qui rend meilleur, qui fait grandir et avancer.

Telle est la voie montrée par Arnaud BELTRAME.

Cet engagement, je le retrouve chez nos militaires, nos pompiers, nos policiers, nos personnels soignants, nos professeurs, tous nos fonctionnaires engagés partout sur le terrain. Chaque étincelle en est précieuse en notre pays.

Le Bien commun exige que les pouvoirs publics prennent enfin des mesures s'attaquant aux causes

En sauvant cette jeune femme, le lieutenant-colonel Arnaud BELTRAME a conjuré l'esprit de renoncement et d'indifférence qui parfois menace. Il a montré que le socle vivant de la République, c'est la force d'âme.

Je le dis à son épouse, à sa mère, à ses frères, la leçon qu'il nous a offerte est, je le sais, d'un prix inacceptable, même si c'est le prix que chaque soldat est prêt à payer.

La gratitude de la patrie et les honneurs rendus ne vous ramèneront pas l'être que vous aimiez tant et dont toute la France a découvert ces derniers jours, le goût du bonheur, l'amour qu'il portait à sa famille, le sens de l'amitié. Ce héros était un homme avec son histoire, ses liens, ses sentiments, ses questionnements et lui-même avait ses héros, qui étaient les grands soldats français.

Arnaud BELTRAME rejoint aujourd'hui le cortège valeureux des héros qu'il chérissait.

Il vivra en vous, par vous, dans votre souvenir, dans vos prières ; mais ce que nous vous devons, c'est qu'il ne soit pas mort en vain, que sa leçon demeure gravée dans le coeur des Français.

Sa mémoire vivra. Son exemple demeurera. J'y veillerai ; je vous le promets.

Votre sacrifice, Arnaud BELTRAME nous oblige

Il nous élève. Il dit comme aucun autre ce qu'est la France, ce qu'elle ne doit jamais cesser d'être et qu'elle ne cessera jamais d'être tant que des femmes et des hommes décideront de la servir avec le courage, le sens de l'honneur, l'amour de la patrie que vous avez démontrés.

À ces mots, vous avez donné l'épaisseur de votre vie et les traits de votre visage.

Au moment du dernier adieu, je vous apporte la reconnaissance, l'admiration et l'affection de la Nation tout entière.

Je vous fais commandeur de la Légion d'honneur.

Et je vous nomme colonel de gendarmerie.

Vive la République.

Vive la France. »

Source :

[b voltaire](#)